



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2010

CONTENU

Propriété intellectuelle

Les « innovations indigènes » : un nouveau bras de fer sino-américain?..... 1
L'ACAC officiellement divulgué cette semaine : présentation d'un fait accompli? 3

Politique commerciale américaine

Haïti profitera finalement d'un programme commercial préférentiel élargi..... 4

Études économiques et articles connexes 4

Propriété intellectuelle

Les « innovations indigènes » : un nouveau bras de fer sino-américain?

La visite en Chine les 13 et 14 avril de l'adjoint au représentant américain pour le Commerce, Demetrios Marantis, a coïncidé avec la révision d'une politique chinoise controversée qui favorise l'accès aux marchés publics pour les entreprises nationales. Cette politique dite des « innovations indigènes » (*indigenous innovation*) a pour objectif de favoriser le développement local de produits de haute technologie. De nombreuses entreprises étrangères établies en Chine craignent d'être écartées du programme préférentiel. L'adoption de cette politique en novembre 2009 a immédiatement entraîné de nouvelles accusations de protectionnisme à l'endroit du gouvernement chinois. Cette révision survient alors que l'Administration Obama a choisi d'accorder la priorité au dénouement des tensions commerciales avec la Chine dans son Agenda commercial 2010 et qu'une série de conflits médiatisés ont éclaté entre de grandes entreprises multinationales et le gouvernement chinois (Affaires Google, Rio Tinto, etc.).



Demetrios Marantis, adjoint au représentant américain pour le Commerce et Cao Jianlin, vice-ministre des Sciences et Technologies

Le « programme national d'accréditation des produits innovants indigènes » (*National Indigenous Innovation Product Accreditation Work*), lancé conjointement par le ministère des Sciences et Technologies (MST), la commission nationale pour le Développement et la Réforme, et le ministère des Finances en novembre 2009, établit une liste de produits dans six secteurs qui bénéficient d'un accès préférentiel aux marchés publics. Les six secteurs couvrent le matériel informatique, le matériel de télécommunication, les équipements de bureau modernes, les programmes informatiques, les nouvelles formes d'énergie et les produits à haute efficacité énergétique. Les entreprises fabriquant les produits qualifiés pourraient ensuite être choisies, non pas exclusivement, mais en priorité lors d'attributions de contrats par les gouvernements régionaux et locaux. À l'origine, pour être admissible au programme, la propriété intellectuelle des produits soumis devait être détenue et développée exclusivement en Chine. De plus, la marque déposée des produits devait être préalablement enregistrée en Chine avant d'être enregistrée à l'étranger. La révision du 12 avril a atténué le premier critère et aboli le deuxième.

« La Chine discrimine les produits américains à l'aide de son programme d'innovation indigène ». »

– Charles Grassleu, 19 avril 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2010

Les produits qui ont obtenu une licence en Chine, mais dont la propriété intellectuelle est détenue à l'extérieur du pays seront donc admissibles.

Pour de nombreux fonctionnaires et parlementaires américains, c'est le programme d'« innovation indigène » chinoise dans son ensemble qui est déficient. L'annonce de sa révision est donc accueillie avec circonspection par l'Administration américaine. Selon le Rapport sur les obstacles au commerce 2010, récemment publié par le bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR), le programme présente autant une forme illégale de subventionnement des industries nationales chinoises qu'une tactique déloyale d'intégration des innovations étrangères. En effet, les entreprises étrangères doivent généralement s'établir en coentreprise en Chine, ce qui favorise l'appropriation de

nouvelles technologies par les entreprises locales. Le programme pourrait forcer les entreprises étrangères à développer entièrement leurs nouveaux produits en Chine afin d'avoir accès aux marchés publics locaux. La commande d'un rapport sur la question à la commission internationale sur le Commerce (ITC) par les influents sénateurs Max Baucus (D-MT), président du comité sénatorial pour les Finances et Charles Grassley (R-IA), chef de la minorité (*ranking minority member*) du même comité, et ce, malgré la révision de la politique chinoise, démontre le sérieux accordé à la question par les politiciens américains. L'USTR a pour sa part mentionné qu'il privilégiait une approche diplomatique à la question, même s'il n'écarte pas la possibilité de porter le dossier devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC. Bien que la Chine n'ait pas signé l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC, elle a néanmoins ratifié une loi sur les marchés publics en janvier 2003 qui tend à s'y conformer. Cependant, les directives et les pratiques administratives des différents paliers de gouvernement ne la respectent que rarement.

« [L'USTR] étudie la nouvelle révision proposée. Nous émettons toujours d'importantes réserves quant à la soi-disant politique d'innovation indigène chinoise. »

– Carol Guthrie, porte-parole du USTR, 13 avril 2010.

« Le rapport que nous avons commandé permettra de chiffrer les effets néfastes sur la compétitivité américaine des violations des droits de propriété intellectuelle perpétrées par la Chine et offrira des solutions pour protéger les innovations américaines. »

– Max Baucus, 19 avril 2010.

La réaction des représentants de l'industrie à cette annonce demeure prudente. La Chambre de commerce sino-américaine a reconnu qu'elle représente un « pas dans la bonne direction », mais n'en continue pas moins de dénoncer la politique d'« innovation indigène » qui s'apparente selon elle à une politique de substitution aux importations. L'Association américaine des manufacturiers (NAM) s'est aussi réjouie de l'annonce de la révision, mais reste prudente quant aux objectifs généraux du programme. Les représentants de l'industrie craignent que cette révision n'entraîne de nouveaux obstacles à l'accès des marchés publics en Chine. La NAM exhorte par conséquent le gouvernement chinois à ratifier l'AMP le plus rapidement possible.

Pour consulter la section sur la Chine du Rapport sur les obstacles au commerce 2010, voir : USTR http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2010/NTE/2010_NTE_China_final.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2010

Pour consulter le communiqué de presse des Sénateurs Baucus et Grassley, voir : Comité des Finances du Sénat <http://finance.senate.gov/newsroom/ranking/release/?id=185f1b48-4e58-40ac-9eba-b7bf1dd75350>

Pour consulter la déclaration de la Chambre de commerce sino-américaine, voir : US China <http://www.uschina.org/public/documents/2010/04/indigenous-innovation-memo.html>

Pour consulter la déclaration de l'Association des fabricants américains, voir : NAM <http://www.nam.org/Communications/Articles/2010/04/NAM-Sees-Progress-in-New-Chinese-Innovation-Guidelines.aspx>

Sources : Chris Buckley, « China eases government procurement rules on tech », *Reuters*, 13 avril 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSN1314703920100413> Juliana Gruenwald, « Senators Want Reports On Chinese IP Infringement », *Tech Daily Dose*, 19 avril 2010, en ligne : National Journal <http://techdailydose.nationaljournal.com/2010/04/senators-want-reports-on-chine.php?print=true>

L'ACAC officiellement divulgué cette semaine : présentation d'un fait accompli?

La 8^e phase de négociation de l'Accord commercial anticontrefaçon (ACAC) s'est déroulée du 12 au 16 avril à Wellington en Nouvelle-Zélande. Les parties aux discussions¹ se sont entendues pour rendre public un texte préliminaire officiel de l'Accord aujourd'hui, 21 avril 2010. Elles répondent ainsi aux pressions croissantes du Congrès américain, du parlement européen et de nombreuses ONG de défense des droits des consommateurs qui réclamaient depuis des mois, voire des années, un accès au texte proposé jusqu'ici gardé secret.

L'ACAC doit permettre aux gouvernements participants d'accroître leur coopération, d'adopter des pratiques communes et de disposer d'un cadre juridique pour contrer le commerce international de biens contrefaits qui enfreindrait des droits de propriété intellectuelle (DPI). Les critiques de l'Accord ont émis des craintes quant à ses répercussions sur l'autonomie des législations nationales, le commerce de médicaments génériques et la liberté des utilisateurs et fournisseurs de services d'internet². Le communiqué de presse conjoint des participants à la dernière phase de négociation rejette toutes ces interprétations. La divulgation prochaine du texte de l'Accord devrait donner l'heure juste sur ces questions, mais rien ne garantit qu'elle permettra aux critiques de faire entendre leurs voix. Le bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR) a déclaré que les discussions en étaient au « stade final » et que les États-Unis espèrent compléter les négociations en 2010. De plus, l'ACAC devrait être adopté en tant qu'accord « exécutif », ce qui évite à l'Administration de le soumettre au vote du Congrès, où il pourrait rencontrer une certaine résistance. La prochaine ronde de discussion aura lieu en Suisse en juin 2010. À suivre donc...

Le texte de l'ACAC est disponible sur le site du USTR. Pour un résumé des principaux points de l'Accord, voir : USTR <http://www.ustr.gov/acta-fact-sheet-march-2010>

Sources : USTR, «The Office of the U.S. Trade Representative Releases Statement of ACTA Negotiating Partners on Recent ACTA Negotiations », *Press Release*, 16 avril 2010, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/april/office-us-trade-representative-releases-statement-ac> Tony Romm, « ACTA details due April 21, no three-strikes policy includes », *The Hill*, 16 avril 2010, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/hillicon-valley/technology/92705-acta-details-due-april-21-no-three-strikes-policy-includes>

¹ Australie, Canada, Corée du Sud, Japon, Mexique, Maroc, Nouvelle Zélande, Singapour, Suisse, États-Unis ainsi que l'Union européenne et ses 27 États membres.

² Ces inquiétudes sont peut-être résumées le plus adéquatement par Michael Geist, une des figures de proue du mouvement de contestation à l'endroit l'ACAC. Voici le lien vers une interview qu'il a accordé à la presse australienne le 13 avril 2010 dans le cadre de la 8^e phase de discussion de l'ACAC à Wellington en Nouvelle-Zélande : ITNews <http://www.itnews.com.au/News/171926,q--acta-with-michael-geist.aspx>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2010

Politique commerciale américaine

Haïti profitera finalement d'un programme commercial préférentiel élargi

Inside US Trade rapportait dans son édition du 16 avril dernier que les membres du Congrès qui souhaitent présenter une réforme des programmes commerciaux préférentiels pour Haïti en sont finalement arrivés à une entente sur les modalités des préférences.³ L'entente bipartisane entre les membres démocrates et républicains du comité sur les Finances du Sénat et du comité sur les Voies et Moyens de la chambre des Représentants prévoit l'entrée libre de tarifs d'une sélection restreinte de vêtements selon des modalités similaires à celles prévues par la *Loi relative à l'opportunité hémisphérique pour Haïti par l'encouragement du partenariat (Haitian Hemispheric Opportunity Through Partnership Encouragement Act* ou «HOPE II»). Ce programme permet jusqu'en 2016 aux entreprises manufacturières établies en Haïti d'exporter jusqu'à 70 millions de mètres carrés de vêtements sans restriction quant à l'origine des fibres, contrairement à la plupart des programmes similaires qui exigent qu'un pourcentage de matières premières provienne des États-Unis. L'entente actuelle quadruplerait cette limite, permettant l'importation libre de tarifs de 250 millions de mètres carrés de vêtements annuellement. Afin d'assurer un décollage à long terme de l'industrie locale, les préférences seraient accordées jusqu'en 2025. Ce projet de loi, qui devrait être déposé et adopté au cours des prochaines semaines, associé au vote du Congrès le 15 avril en faveur d'un effacement complet de la dette extérieure haïtienne, est un des éléments qui pourrait favoriser la reprise économique dans le pays dévasté.

Source : « Staff Reaches Haiti Apparel Compromise, Ready To Unveil It To Stakeholders », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 15, 16 avril 2010, p. 3.

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité : Nous avons ajouté des articles de fond sur l'ACAC. Suite à la publication d'un rapport recommandant la révision de l'ALE États-Unis/Israël du groupe de réflexion *New Democratic Leadership Council*, alors que plusieurs congressistes se sont exprimés à ce sujet. Vous trouverez ci-joint le rapport et un article résumant les propos des différents acteurs. Mentionnons aussi que le secrétaire du département de la Défense, Robert Gates, a appuyé publiquement l'adoption rapide de l'ALE États-Unis/Colombie.

« Thousands condemn secrecy of internet copyright talks », *New Zealand Herald*, 13 avril 2010, en ligne: *New Zealand Herald*

http://www.nzherald.co.nz/technology/news/article.cfm?c_id=5&objectid=10638108

« The BRICs : The trillion-dollar club », *The Economist*, 15 avril 2010, en ligne : *Economist*

http://www.economist.com/world/international/displaystory.cfm?story_id=15912964

³ Pour un résumé des programmes préférentiels en cours et des débats quant à leur élargissement suite au séisme de janvier 2010, consulter la Chronique commerciale américaine du 2 février 2010 : IEIM <http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5503>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2010

Arvind Subramanian, « New PPP-Based Estimates of Renminbi Undervaluation and Policy Implications », *IIE Policy Brief*, no. PB10-08, avril 2010, 7 p., en ligne : Peterson Institute for International Economics <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1541>

Diego Urdaneta, « Gates pushes for US-Colombia trade pact », *Agence France Presse*, 16 avril 2010, en ligne : Bilaterals http://www.bilaterals.org/article.php?id_article=17151&lang=en

Doug Palmer, « Lawmakers urge expansion of U.S.-Israel trade pact », *Reuters*, 15 avril 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE63E4Q120100415>

Edward Gresser, « Update the Israel Free Trade Agreement », *The New Democratic Leadership Council*, avril 2010, en ligne : NDLC <http://www.dlc.org/documents/IsraelFTA.pdf>

John Ibbitson, « Canada misses its chance to join major Pacific free-trade deal », *Globe and Mail*, 11 avril 2010, en ligne : Globe and Mail <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-misses-its-chance-to-join-major-pacific-free-trade-deal/article1530964/>

Sara Jerome, « ACTA Draft Coming Next Week », *Tech Daily Dose*, 16 avril 2010, en ligne: National Journal <http://techdailydose.nationaljournal.com/2010/04/acta-draft-coming-next-week.php>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

